

L'intégration accélérée au marché mondial signifie, à terme, la quasi disparition de la paysannerie française, base électorale du pouvoir.

L'intégration accélérée au marché mondial exigera une tension de tout le système social, tension qui ne pourra se résoudre que par une série de déséquilibres.

La nécessité de favoriser la constitution de grandes unités de production industrielles, liées très directement au capital international, signifiera l'accroissement du chômage par la fermeture de petites entreprises, une politique de main-d'œuvre très ferme, une répression encore accrue contre les militants ouvriers. Ces réajustements, ces conversions n'iront pas sans soubresauts ni sans douleurs pour le capital...

Une série de mesures destinées à accompagner cette remise en ordre de l'économie française ont été prises déjà, ou préconisées. C'est la fonction de toute la politique dite de « participation » d'arrondir les angles sociaux, c'est aussi l'offensive dite des contrats de progrès.

L'offensive de rentabilisation lancée contre le secteur public s'est inscrite dans ce cadre.

En accordant de préférence, les gros crédits au secteur privé, aux dépens des investissements dans le secteur public — comme cela est clairement dit dans le projet du sixième plan — le pouvoir ne fait que suivre la logique de ses positions, il ne fait que favoriser la constitution d'entreprises industrielles de taille « intéressante », compétitives sur le plan international, même s'il faut, pour cela, limiter les possibilités de concurrence du secteur public. (Ainsi à la demande des trusts de l'automobile, le sixième plan donne la priorité aux transports par route sur le transport par rail, etc.)

Evidemment, nous ne reprochons pas au pouvoir, comme le font les réformistes, une orientation plutôt qu'une autre. Nous constatons que l'éventail des solutions bourgeoises se resserre et que la solution choisie va exacerber les conflits de classes.

Evidemment, la défense du secteur public n'est pas pour nous un but en soi. Ce n'est pas un but en soi parce que nous ne confondons pas, comme les réformistes, nationalisation bourgeoise et socialisation.

Nous savons que ces nationalisations bourgeoises sont aussi faites pour servir les trusts, il ne s'agit pas pour nous d'abord d'une défense des conquêtes ouvrières... (d'ailleurs les réformistes baptisent vite « conquête ouvrière » certaines opérations de rentabilisation capitaliste, de préférence, celles auxquelles ils ont participé...)

Il s'agit pour nous d'un coin à enfoncer, d'une étape dans la lutte d'une possibilité de mettre en échec les plans anti-ouvriers du pouvoir. Il ne s'agit pas de mener une lutte défensive, mais de dépasser la revendication générale de développement du secteur public, en montrant comment elle est actuellement (et non pas en elle-même) incompatible avec le régime.

Sur ce thème, des mobilisations de masse sont possibles.

Les mesures anti-ouvrières de « rentabilisation » du secteur public ne passeront pas comme une lettre à la poste, ou comme une loi au Parlement ; c'est une attaque d'envergure, qui se verra donner une réponse d'envergure.

1^{er} août 1970.